

# La grève à l'aéroport s'installe dans la durée

**Genève** Le syndicat SSP annonce une mobilisation à durée indéterminée. Quel impact sur l'AIG?



MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE

**Grévistes à l'Aéroport international de Genève.** Pour le directeur de Swissport Genève, «les revendications des grévistes ne sont pas réalistes». GENÈVE, 2 JANVIER 2010

La grève menée à l'Aéroport international de Genève (AIG) depuis samedi dernier va-t-elle se prolonger, comme le promet le Syndicat des services publics (SSP)? A ce stade, aucune solution n'est en vue. Les effets de la mobilisation sur le fonctionnement de l'aéroport sont pour l'heure limités, mais une prolongation du mouvement pourrait nuire à son image. A la fois ministre de tutelle et président de l'AIG, le radical François Longchamp se dit plutôt serein, et se tient pour l'heure à l'écart du conflit.

Le bras de fer engagé entre la direction de l'entreprise d'assistance au sol Swissport et le syndicat des Services publics (SSP) s'est poursuivi mardi, après qu'une rencontre et des discussions menées lundi se furent soldées par un échec. Insatisfait de la proposition de la direction d'octroyer une prime unique de

400 francs aux employés, le SSP annonce désormais «un processus de grève qui s'inscrira dans la durée. Une tente chauffée sera installée devant l'entrée du fret et des actions seront menées tous les jours à l'aéroport et en ville» pour assurer la visibilité du mouvement, a indiqué Yves Mugny du SSP. Hier, les grévistes ont distribué des tracts dans un train reliant l'aéroport à la gare de Cornavin.

## Divergences syndicales

A l'origine, la grève a été lancée par des employés de Swissport et Dnata. Les salariés de cette dernière entreprise ont repris le travail dès samedi soir, après avoir obtenu des garanties de leur direction sur des augmentations de salaire, des indemnités pour le travail nocturne et pour la signature d'une nouvelle convention collective de travail (CCT). De leur côté, certains em-

ployés de Swissport insatisfaits des termes de leur nouvelle CCT, approuvée par la direction et le syndicat Push, ont poursuivi leur mobilisation. L'accord trouvé n'a guère de valeur, clame le SSP, car, contrairement à ce qu'il affirme, Push ne serait pas le syndicat majoritaire dans les rangs de Swissport, affirme Yves Mugny.

«La grève se poursuivra jusqu'à ce que nous obtenions satisfaction sur nos revendications», martèle le syndicaliste. Les grévistes réclament une augmentation de salaire mensuelle de 250 francs, une meilleure indemnité pour le travail de nuit et du week-end et l'abrogation d'une clause qui prévoit que les employés ne sont payés qu'à 80% pendant leurs trois premiers jours de maladie.

Yves Mugny assure que le mouvement est soutenu par environ 70 sa-

lariés, essentiellement rattachés au tri bagage. «Des employés de la piste sont en train de se joindre à nous, et le mouvement devrait s'étendre à d'autres services de l'entreprise», affirme le syndicaliste, qui ne doute pas de faire plier la direction. «Ils ont mis en place des mesures provisoires en faisant venir du personnel de Zurich, en engageant des temporaires et en mobilisant les cadres. Mais ce n'est pas viable à long terme: il y a des risques de sécurité, car des personnes non qualifiées utilisent certaines machines et les retards dans l'acheminement des bagages s'accroissent, ce qui coûte cher à l'entreprise.»

## Expertise juridique

Directeur de Swissport Genève, Michel Glorieux affirme pour sa part que le nombre de grévistes «oscille



entre 20 et 30», et assure que l'entreprise fonctionne de manière satisfaisante malgré cela. «Nous estimons que les revendications annoncées ne sont pas réalistes, car les conditions de travail que nous offrons sont tout à fait décentes. Mais nous restons ouverts au dialogue», insiste le directeur, qui espère trouver une issue «avant le week-end», qui s'annonce encore une fois chargé.

Swissport n'est pas seul à essayer

les foudres d'Yves Mugny. Le syndicaliste accuse aussi l'AIG de favoriser une concurrence débridée et d'exercer une forte pression sur les coûts des entreprises actives sur le site, en négociant trop âprement les concessions qu'il leur octroie. François

Longchamp s'en défend. «Nous ne cassons pas les prix. Nous nous contentons de nous conformer à la règle en vigueur partout en Europe, exi-

geant qu'aucune entreprise ne soit en situation de monopole sur un aéroport et que la concurrence puisse s'exercer, quel que soit le secteur d'activité concerné.»

Pour le reste, le ministre de l'Emploi «déploie le conflit» entre Swissport et le SSP, mais il ne craint pas vraiment que l'image de l'AIG en pâtisse et entend se tenir en retrait en attendant les résultats d'une expertise juridique commandée pour

mieux appréhender la situation. «Nous sommes dans un cas de figure particulier, puisqu'une convention collective existe, signée entre le syndicat Push et la direction. Ce n'est pas un cas classique de vide conventionnel. J'ai de gros doutes sur le fait que l'on puisse intervenir.» Les résultats de l'étude devraient être disponibles dans deux ou trois semaines.

**Sandra Moro**